

négociations gouvernementales. Au contraire, la scène intergouvernementale est destinée à faire aboutir les débats intragouvernementaux aux États-Unis et en URSS. Le débat américain semble plus important que le soviétique parce que les Américains apparaissent davantage capables d'influencer le débat soviétique que l'inverse. Le débat sur l'IAE et les ENP fait intervenir un certain nombre de considérations que nous allons maintenant évaluer.

A l'époque de de Gaulle, la France était officiellement la troisième puissance nucléaire mondiale, parce qu'elle voulait faire cavalier seul et parce que la conduite de la Grande-Bretagne en matière nucléaire était en grande partie prévisible et réglable en raison de ses liens avec les États-Unis. Quant à la Chine, elle ne pesait guère dans la balance militaire. La France était cependant mise à l'écart par les États-Unis et l'URSS parce que tel était son désir. Sous Valéry Giscard d'Estaing, elle a adopté une nouvelle attitude: elle s'est jointe au Groupe des fournisseurs nucléaires et est entrée par la grande porte à titre d'État doté de l'arme nucléaire à la session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement. Elle sera tout de même laissée pour compte dans le dialogue stratégique car celui-ci reste essentiellement bilatéral. À l'heure actuelle, la France est militairement plus forte que la Chine. L'armée chinoise se sert encore par exemple de matériel antichar utilisé par l'armée impériale japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est cependant possible que la Chine se propulse dans l'ère moderne, ce qui pourrait faire d'elle le troisième artisan de la politique internationale en matière de sécurité. (Par rapport à la France, même la République fédérale d'Allemagne a plus d'influence sur la politique de l'Alliance et sur la diplomatie du désarmement; sa participation au commerce nucléaire international et ses activités dans le domaine spatial au Zaïre méritent l'attention.) Même si à l'heure actuelle le reste du monde ne compte pas dans la stratégie militaire et nucléaire, il en va autrement dans la diplomatie onusienne, et cela constitue un facteur marginal que les superpuissances prennent en considération.

A ce jour, on a enregistré un certain progrès dans le débat sur l'IAE, mais les superpuissances n'ont rien cédé sur l'essentiel, si l'on excepte le fait que l'Union soviétique est maintenant disposée à accepter un traité non universel et à donner ainsi à la Chine la chance de continuer ses essais militaires alors que les siens seraient suspendus pendant une période de trois à cinq ans. L'immensité du fossé militaire

entre la Chine et l'Union soviétique est telle qu'il ne peut être comblé, si bien que l'interdiction de toute forme d'essai nucléaire est en réalité une décision politique. Les motifs soviétiques pourraient comprendre les suivants.

Le moratoire pourrait en premier lieu aider à saisir les intentions des Chinois en leur donnant l'occasion d'augmenter, de réduire ou de suspendre leur programme d'essais nucléaires pendant la durée de l'accord liant les superpuissances. En deuxième lieu, il donnerait à la Chine le temps d'élaborer sa politique de désarmement. On s'attend d'ailleurs qu'elle mettra ce temps à profit au lieu de se contenter de continuer à vitupérer contre les superpuissances. En troisième lieu, comme nous l'avons noté plus tôt, le moratoire aiderait les dirigeants politiques à négocier avec leur bureaucratie militaire et avec leurs autres interlocuteurs nationaux. Enfin, à l'échelon intergouvernemental, on peut soutenir qu'un certain nombre de facteurs incitent les Américains à ne pas s'acheminer immédiatement vers la conclusion d'un accord sur l'IAE. D'une part, les États-Unis sont davantage en mesure d'imposer à l'Union soviétique le rythme des négociations et d'accélérer la conversion de la Chine à la pensée du désarmement; inversement, les leaders soviétiques sont moins en mesure de convaincre les Américains et les Chinois de souscrire de façon permanente à l'interdiction des essais. D'autre part, en raison de l'absence d'un consensus dans les cercles de la politique étrangère et de la sécurité américaines, l'Union soviétique — les experts soviétiques disons — doit s'accommoder de la perspective de longues négociations jusqu'à ce que les États-Unis puissent prendre une décision sur l'interdiction permanente. Ces facteurs justifient l'utilité d'un moratoire qui permettrait aux superpuissances de gagner du temps dans leurs relations.

Il y a cependant un autre motif. Pour éviter de porter l'odieux d'un échec aux yeux du Tiers monde et des Américains, l'Union soviétique a fait une concession au chapitre des ENP en novembre 1977 dans le dessin de lancer la balle dans le camp des Américains. Son geste repose sur le fait que le débat américain autour de l'IAE n'a pas encore fait surface en public et que la grande attention accordée aux entretiens SALT II dans la politique américaine ne signifie pas qu'il n'y a pas de débat sur l'IAE. Même la question de la vérification reste entière, bien qu'elle semble être marginale dans le débat tripartite. Qui plus est, à Washington, les gens du milieu se préoccupent davantage de savoir si les États-Unis devraient même négocier